

Vertenueil: "J'irai au PS leur dire ce que je pense"

■ Robert Vertenueil succède ce vendredi à Marc Goblet comme secrétaire général de la FGTB. Il siègera au bureau du PS, annonce-t-il.

Entretien Laurent Gérard

Robert Vertenueil, 52 ans, prend officiellement ce vendredi la succession de Marc Goblet, en partance pour raison de santé, comme secrétaire général de la FGTB. En 2018, quand Rudy De Leeuw partira à la retraite, il le remplacera à la présidence du syndicat socialiste. Dans son bureau de la rue Haute, à Bruxelles, Robert Vertenueil répond à "La Libre" dans un style clair et direct.

Au terme de longues discussions, la FGTB a invité les partis socialistes au Congrès d'intronisation de ce vendredi. Pourquoi ?

Tous nos membres ne partagent pas les opinions du PS. Certains soutiennent d'autres partis, dont le PTB. Fatalement, quand on fait un congrès, on se demande si on invite d'autres partis que ceux de l'action commune socialiste (qui regroupe le parti, le syndicat et la mutualité, NdLR). Alors pourquoi finalement invite-t-on le PS? Parce que l'action commune, c'est historique. Est-ce pour autant que la FGTB va chercher ses ordres au PS? Si c'était le cas, cela se saurait. Quand Di Rupo était Premier ministre, il n'a pas été ménagé par la FGTB.

Vous êtes vous-même un pur produit de l'action commune : vous avez travaillé à la mutualité socialiste et avez été conseiller communal PS à Nivelles.

Tout le monde sait que je suis affilié au PS et jusqu'à présent, je n'ai jamais été assez fâché contre lui pour déchirer ma carte. Peut-être qu'un jour cela arrivera, mais je crois que le PS peut encore faire des choses. Mais si le MR m'invite à son bureau et fait siennes mes revendications, je me ferai un plaisir d'y aller. Je veux même bien prendre la parole à son congrès.

Allez-vous occuper le siège qui vous revient au bureau du PS, en tant que secrétaire général de la FGTB ?

J'irai au PS quand il le faudra, oui. Marc Goblet avait choisi de ne pas fréquenter le bureau du Parti parce qu'on l'avait, à tort, présenté comme l'homme du PS. Moi, j'irai au bureau du parti pour leur dire tout le bien et tout le mal que je pense de ce qu'ils font.

Quand vous voyez ce qui se passe au Samusocial ou chez Publifin, quelle est votre réaction vis-à-vis de votre parti ?

J'ai un énorme sentiment de gâchis. C'est dommage d'entacher ces outils merveilleux par des comportements d'individus que je ne peux pas pardonner. Si je devais donner un message à ces gens, je dirais qu'ils fassent leur examen de conscience.

Il n'y a pas assez de remise en question dans le chef de certains responsables socialistes ?

Quand vous voyez que des gens qui sont déjà dans des situations confortables trouvent encore le moyen d'arrondir leurs

revenus alors qu'ils appartiennent à un parti et à des organisations qui servent les intérêts des plus faibles, il y a de quoi se remettre en question.

Di Rupo avait annoncé un grand nettoyage, mais il y a encore des parvenus. Est-il encore l'homme de la situation ?

Il y a eu des mesures mais manifestement toutes les écuries n'ont pas été nettoyées. Mon conseil, c'est que l'on continue à nettoyer. Si c'est Elio ou un autre qui doit le faire, ce n'est pas à moi de le dire.

Cela ne vous incite-t-il pas à prendre vos distances avec le PS ?

Non, cela m'incite, en tant qu'affilié lambda du PS, à dire à mon parti qu'il y a un travail à terminer.

A Charles Michel: "Arrêtez de jouer avec le feu!"

Quelles seront vos priorités en tant que secrétaire général de la FGTB ?

La question de la communication est très importante, surtout interne. Est-ce que notre message est clair ? Pour que cela soit le cas, il faut qu'on s'entende entre nous et donc que l'information circule à l'intérieur de la FGTB.

Elle n'est pas bonne, aujourd'hui ?

Nous sommes une grosse organisation, avec beaucoup de méandres. Il faut s'assurer que tous ces méandres fonctionnent bien. Il y a du travail à faire là-dessus. Si le message est bien compris par les membres, on peut supposer qu'une grosse partie de l'opinion publique l'aura compris aussi.

Quelle autre priorité ?

Nous devons aussi, comme organisation syndicale, aller à la rencontre des autres. Il faut partager avec les milieux associatifs, les partis politiques, les mutualités, la société civile de manière globale. Si le syndicat se racrapote sur lui-même et considère qu'il a raison tout seul dans son coin, ce n'est pas bon.

Alors que vous prenez vos fonctions, quel est votre message à Charles Michel ?

Arrêtez de jouer avec le feu !

"Je dois avertir le gouvernement que l'automne risque d'être un peu chaud."

Pourquoi ? Que risque-t-on ?

On a un gouvernement composé uniquement d'éléments de droite, sans élément pondérateur.

Pas même au CD&V ?

Kris Peeters, pour rappel, était le patron de l'Unizo. Ce n'est pas un homme de gauche. On a affaire à un gouvernement de partis de droite qui sont entre eux, qui réalisent un grand rêve, celui de faire tout ce qu'ils souhaitent, sans pouvoir être arrêtés. On a aussi affaire à des employeurs qui se demandent à quoi cela sert de discuter avec les syndicats puisqu'il suffit de demander ce qu'ils souhaitent au gouvernement. Mais cela, c'est jouer avec le feu. D'abord, du point de vue patronal, parce qu'ils risquent de casser la concertation sociale et qu'ils n'auront peut-être pas toujours un gouvernement autant à leur écoute. Ensuite, parce que, depuis 70 ans, dans notre pays, cela ne se passe pas si mal que ça. Le pays a prospéré et ce, dans un climat social globalement bon. Je ne vois donc pas ce qu'ils ont à y gagner à long terme. Quant au gouvernement, à travailler comme il le fait aujourd'hui,

est-ce qu'il se rend compte qu'il est en train de semer des graines de désespoir dans la population, que ce soit en réduisant le pouvoir d'achat ou en créant des emplois précaires ?

Que craignez-vous ?

Le désespoir se propage progressivement, mais une fois qu'il est installé, il est difficile de le faire disparaître. Pourquoi voit-on le phénomène des extrêmes politiques se développer ? C'est la misère qui nourrit les extrêmes. Toujours. Par ailleurs, quand on a des mouvements sociaux, on voit souvent les 150 cons qui démolissent des voitures alors qu'il y a 119 000 autres qui manifestent calmement. Mais je crains que plus on va nourrir le désespoir,

plus on va assister à des violences. Et à un moment, si le gouvernement ne comprend pas qu'il doit travailler avec la société civile et forger des compromis, la population va se détourner et sera tantôt plus violente, tantôt désespérée et pessimiste.

La CGSP a déposé un préavis de grève lié aux discussions sur les pensions. La FGTB dans son ensemble va-t-elle suivre ?

Les pensions des services publics se négocient à part et ce qui se trouve sur la table est encore pire que ce qui se prépare du côté du privé. Ils sont donc encore plus remontés que les autres travailleurs. Mais on aura rapidement des discussions à la FGTB. Et je sens bien qu'il y aura cause commune et que les uns vont rejoindre les autres sur cette question.

La FGTB pourrait-elle partir seule en grève, sans la CSC et la CGSLB ?

Je privilégie toujours le front commun. Mais en effet, c'est possible.

En juillet, le gouvernement tiendra un sommet économique et social : cela suscite-t-il des inquiétudes chez vous ?

Evidemment. Quand on voit les ballons d'essai lancés par la N-VA, l'Open VLD ou le MR, il y a de quoi s'inquiéter. J'espère qu'il ne va pas écouter Bart De Wever, qui préconise de nouvelles économies dans la sécurité sociale. Mais j'ai très peur qu'on coupe à la hache dans la Sécu, sans penser aux conséquences, comme le fait souvent ce gouvernement. Si on additionne le dossier des pensions, des économies dans la Sécu, la réforme du travail voire un éventuel nouveau saut d'index, je dois avertir le gouvernement que l'automne risque d'être un peu chaud.